

OnDécrypte l'Actu

Achevé de rédiger le 23/03/2020

Crise du Covid-19 : à quoi servent les marchés financiers, à quoi sert la finance ?

Le Monde s'arrête progressivement, les lumières se sont éteintes une à une.

Le Monde s'arrête mais pas les marchés financiers. On ne produit pas des masques en télétravail, on ne produit pas des voitures en télétravail, on ne produit pas des ordinateurs en télétravail. Il y a toujours un moment où l'activité humaine doit passer par la case production réelle, production physique, d'où le langage abusif d'économie réelle.

La Finance n'est qu'un pilier de l'économie tout court. Elle sert à faciliter l'échange, l'épargne, le recyclage de l'épargne en investissements, en recherche et innovation. Elle accompagne les entreprises et les ménages dans leurs projets qui, normalement, tendent vers un progrès économique et social des sociétés humaines.

Quelles conséquences sur la finance?

Ralentir, voire stopper les processus de production et de consommation sans arrêt du troisième pilier, la Finance, c'est prendre le risque de déclencher des ventes paniques et d'accélérer la fuite des capitaux. Or, la valeur des entreprises dans lesquelles nous investissons en actions s'établit suivant de multiples paramètres et suivant la configuration du moment.

Le déterminant qui prévaut actuellement, c'est l'offre et la demande, l'acheteur et le vendeur.

Depuis le sauve-qui peut général, les flux vendeurs sont largement supérieurs aux flux acheteurs et provoquent l'effondrement de la valeur des entreprises. En raison de leur plus grande liquidité, les entreprises qui ont un large flottant sont durement malmenées.

Il en est de même sur la dette de ces entreprises même si la prime de risque montre des signes de résistance. Une résistance relativement artificielle compte tenu de l'absence de liquidité sur le marché du crédit, absence de liquidité qui n'est qu'un autre indicateur de la situation critique prévalant sur les marchés financiers. Il n'y a pas d'acheteurs sur les obligations privées. Le risque de défaut, qui s'est pourtant accru, ne se reflète toujours pas dans les prix.

Absence de coordination, *a minima* européenne si ce n'est internationale, sur le plan sanitaire comme sur le plan des mesures budgétaires, impréparation à la crise qui conduit à un sentiment de sauve-qui-peut mondial : tel est le sentiment que dégagent les informations et analyses relayées par les médias. Autant de raisons qui poussent les vendeurs à matérialiser des pertes.

Réaction insensée ?

Pour certains peut-être, pour beaucoup certainement pas. Qu'on se souvienne, l'année 2018 avait été marquée par un repli sévère sur l'ensemble des bourses, un coup de semonce ignoré l'année suivante. Pourtant, les signes de ralentissement économique mondial se multipliaient déjà. La Chine, le premier en bien des domaines économiques, comme producteur, exportateur mais aussi et peut-être plus encore comme consommateur de

matières premières, voyait la décélération de son économie se poursuivre malgré de nombreuses mesures de soutien.

Nous avons souligné à plusieurs reprises notre inquiétude sur la fragilisation globale des économies, gangrenées par un excès généralisé d'endettement bien avant l'apparition du virus, même en Chine. La FED a dû changer son fusil d'épaule en matière de politique monétaire, contrainte de venir au secours de son marché monétaire dès la fin de l'été.

Que valent aujourd'hui réellement les actions et donc les entreprises elles-mêmes ? Quelles perspectives de bénéfices ont-elles avec toujours plus de travailleurs au chômage et la disparition du consommateur ?

La déflation par les revenus minait déjà l'économie avant l'épreuve du coronavirus. Comment imaginer que les revenus des ménages, des entreprises puissent rapidement retrouver le niveau d'avant pandémie ?

L'ajustement des marchés financiers était inévitable. Le confinement des ménages s'étend partout dans le monde, et plus particulièrement en Europe et aux Etats-Unis avec un durcissement crescendo de ce confinement.

Il est à craindre que cet ajustement se poursuive, minant par effet boomerang les conditions de reprise post-crise.

Quelle stratégie dans ce contexte ?

Réduire la maturité de ses obligations, accroître ses liquidités, revisiter son portefeuille actions, identifier et éviter les valeurs qui ne vont pas pouvoir résister, notamment celles à structure capitalistique fragile et celles qui pourraient être rapidement candidat désigné à la nationalisation. Telles sont nos lignes directrices pour les prochaines semaines.

Ghislaine Bailly
Présidente

Retrouvez l'ensemble de nos analyses sur notre site internet www.covea-finance.fr

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribu-